

Communication faite à la conférence des Nations unies sur la crise financière et son impact sur le développement, New York, 24-26 juin 2009

Impact présent et à venir de la crise

François Houtart

On a beaucoup parlé de l'impact de la crise sur les fondements de l'économie ainsi que de ses conséquences sociales qui proviennent du caractère artificiel et inégalitaire de la croissance et de la vulnérabilité avérée du système économique. Les pays développés et les pays en développement sont également touchés. Toutefois, la situation actuelle, par rapport à d'autres crises financières, en particulier celle des années 1930, est le point de convergence de diverses crises, alimentaire, énergétique et climatique, combinées avec des conséquences sociales pour l'emploi, la pauvreté et l'immigration.

Cette coïncidence n'est pas fortuite. Une logique historique fondamentale relie toutes ces crises. La crise financière, cycliquement récurrente dans le système économique dominant comme mécanisme de réajustement, a été aggravée par le développement global incontrôlé du capital financier, permettant des profits rapides à des taux élevés. La crise alimentaire a été accentuée, sur le plan conjoncturel, par les investissements spéculatifs et, sur le plan structurel, par le fait que l'agriculture est devenue un nouveau champ pour l'accumulation du capital, avec le développement de la monoculture. La crise énergétique est liée à l'augmentation des prix du pétrole, en partie pour des raisons spéculatives, alors que les investissements nécessaires à des solutions structurelles pour un changement dans le cycle énergétique (de l'énergie fossile à d'autres sources énergétiques) ont été sérieusement freinés par l'injection d'argent pour sauver le système financier. Les changements climatiques ont été accélérés par une utilisation irrationnelle des ressources naturelles, en particulier des énergies fossiles, en raison du modèle de croissance d'après-

guerre. C'est également à l'origine d'inégalités croissantes, conjuguant une croissance spectaculaire pour environ 20 % de la population mondiale et une pauvreté inhumaine pour plus d'un milliard de personnes sur la planète.

Face à de tels effets qui sont liés à une logique commune d'augmentation des taux de profit et d'ignorance des externalités¹ écologiques et sociales, on peut soulever deux questions principales : pendant combien de temps les systèmes monétaire et financier seront-ils régulés et dans quel but les réparer ?

On doit considérer la première question à la lumière de la grande crise de la fin des années 1920. À cette époque, également, la solution a consisté à élaborer un nouvel ensemble de règles visant à réguler le marché, en reconnaissant que l'autorégulation du marché était une illusion. Ce fut le New Deal et ses diverses applications. Mais quand le système économique a commencé à se redresser (également grâce à la reconstruction de l'après-guerre mondiale), la pression à la dérégulation a abouti à ce qu'on a appelé « le consensus de Washington », c'est-à-dire l'ère néolibérale du capitalisme. Sommes-nous face à la même logique, comme semblent l'indiquer clairement de nombreuses déclarations ? Si oui, dans quelques années nous serons de nouveau confrontés aux mêmes conséquences. La réponse la plus logique à court et moyen termes est donc de proposer des régulations permanentes et pas seulement des remèdes temporaires.

La deuxième question est beaucoup plus importante. Des mesures efficaces ont été proposées pour permettre au système financier et monétaire de fonctionner de nouveau sur une base saine afin de restaurer la croissance, le développement et la prospérité. Mais qu'est-ce que cela signifie ? Reprendre la logique qui a conduit à la situation actuelle ?

L'humanité continuera-t-elle à exploiter les ressources naturelles qui détruisent le système écologique ? Les institutions financières qui favorisent l'industrie automobile (même si on la rend un peu plus verte) contribueront-elles à l'extension de la monoculture – détruisant la biodiversité, le sol et l'eau – pour les agrocarburants en particulier ? Pour être efficace, la conférence climatique de Copenhague – une initiative de l'Organisation des Nations unies –, devra proposer des mesures très fortes pour sauver la planète – en contradiction directe avec certains intérêts économiques puissants qui font déjà du *lobbying* visant à atténuer les résolutions.

La restauration du système financier se fondera-t-elle une fois de plus sur une logique de croissance inégale, peut-être avec des programmes d'aide importants pour les secteurs pauvres de la population mondiale mais sans remettre en cause la philosophie principale de l'organisation économique du monde ? Servira-t-elle à financer des guerres pour le contrôle des ressources naturelles rares et de l'approvisionnement énergétique ? En d'autres termes cela signifiera-t-il « les affaires comme d'habitude » ?

On a affirmé à plusieurs reprises que les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) seront affectés par la crise, mais ces objectifs sont

déjà en soi un aveu d'échec. S'ils étaient atteints, en dépit de richesses sans précédent dans le monde, environ un demi-milliard de personnes souffriraient encore de la faim et de la pauvreté en 2015. À titre d'exemple, l'Afrique est censée bénéficier d'une aide internationale d'un montant moindre que celui de l'intervention du gouvernement américain pour sauver la General Motors.

D'où la nécessité de soulever la question des paradigmes. Nous avons besoin non seulement de régulations mais aussi d'alternatives. Nous avons besoin d'une autre définition de la croissance, du développement, de la prospérité, de la civilisation. Cela englobe les aspects fondamentaux de la vie humaine sur la planète : les relations avec la nature, la production de biens et de services pour la vie, l'organisation sociopolitique et le sens de la vie et de l'éthique.

C'est autour de ces quatre aspects fondamentaux de la vie humaine que de nouveaux paramètres pourraient être développés pour le bien commun de l'humanité. D'abord une manière renouvelée et responsable d'utiliser les ressources naturelles, respectant la nature et ne l'exploitant pas comme une marchandise, parce qu'elle est la source de vie. Deuxièmement, la priorité donnée à la valeur d'usage sur la valeur d'échange, l'économie étant l'activité humaine qui assure les bases de la vie physique, culturelle et spirituelle de tous les êtres humains dans le monde. Troisièmement, la généralisation de la démocratie dans toutes les institutions et les relations humaines, notamment de genre, et enfin le multiculturalisme afin d'assurer la participation de toutes les cultures, connaissances, philosophies et religions à la définition du sens et de l'éthique de la vie humaine sur la planète.

Cela peut paraître utopique mais tous ces principes ont déjà des applications directes et concrètes dans de nombreuses régions du monde. Ils ont été expérimentés localement par les mouvements sociaux, traduits en formes politiques par des gouvernements, systématisés par des intellectuels sur le plan théorique. L'Organisation des Nations unies pourrait, un jour, proclamer une déclaration universelle du bien commun de l'humanité, semblable à celle des droits de l'homme.

Une telle perspective est le genre d'utopie dont le monde d'aujourd'hui a besoin pour pousser à une action collective, encourager les engagements sociaux, élaborer des projets politiques. Il existe dans le monde de nombreux signes d'une vitalité collective, comme l'appel des mouvements sociaux aux chefs d'États africains, le projet de « Charte des droits des paysans » et d'autres initiatives de ce genre, résultant souvent de luttes très dures pour la justice sociale. Ce sont des sources d'espoir pour l'avenir de l'humanité.

¹ Ce qui n'entre pas dans le calcul comptable du capital et dont le coût doit être supporté par les collectivités ou les individus.